

Solidaires



Contre-champ à

« la mise en perspective de l'INRA »  
à la fin du Tour de France de la Direction

## COUP DE RETROVISEUR

Retour sur l'évaluation AERES : « regards croisés » ... dans un miroir !

Dans le rapport d'évaluation de l'INRA par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), nous avons une seule vision de la recherche agronomique, celle partagée par les partenaires historiques du secteur agro-alimentaire (Nestlé, Bongrain, AGPB-Arvalis, chambre de commerce et d'industrie), les grandes institutions de recherche (Wageningen, BBSRC) et les ministères de l'agriculture et de l'industrie de France et d'ailleurs (USDA !), sans une once de biodiversité intellectuelle. Pendant le Grenelle de l'environnement, puis la crise laitière, nos évaluateurs devaient être en mission très loin de Paris, peut-être dans un grand laboratoire d'une firme multinationale. Ils n'ont jamais entendu parler d'agriculture écologique productive ou de sommet de Copenhague.

Et côté DG INRA, on s'est probablement gardé d'évoquer des horreurs comme la réduction, si possible, de 50% des pesticides d'ici 2018. Ne cherchez pas de référence à l'agriculture durable ou l'agriculture biologique, il n'y en a pas. Le seul mot utilisé est « environnement », suffisamment vague pour qu'il n'engage à rien de concret. La seule fois où le terme « bio » apparaît, c'est accolé au mot « carburants ». De même, dans tout le rapport, pas un mot sur le dialogue qui devrait exister entre l'INRA et les consommateurs, les associations de protection de l'environnement, les réseaux de l'agriculture durable... Les citoyens sont en droit d'attendre que la recherche agronomique publique apporte des réponses à leurs aspirations à une alimentation de qualité issue d'échanges équitables dans un environnement préservé.

**Le seul dialogue envisagé ici se fait avec l'industrie agroalimentaire et encore, il ne s'agit pas d'un dialogue mais plutôt d'un ordre de mise à disposition d'une structure de recherche publique au service d'intérêts financiers privés.** L'inquiétude

est grande que les élus soient les grandes entreprises performantes (« les partenariats avec les entreprises les plus performantes, françaises ou étrangères, sont à encourager ») déjà bien dotées en R&D, et pas les PME. La grande et seule perspective affichée, reste toujours et encore le miracle biotechnologique. Et pour faire passer l'innovation, nos évaluateurs nous conseillent de faire dans la pédagogie : les citoyens ne sont pas opposés aux plantes génétiquement modifiées (PGM), c'est seulement qu'ils se sont pas bien « éduqués ». En conséquence l'INRA se doit donc « d'éduquer et préparer le grand public aux nouvelles découvertes et applications scientifiques dans le domaine de l'Agronomie. » Quelle clairvoyance !



**La vision du front de science demeure celle du seul productivisme agricole.** Rappelons que ses tenants ont vidé les campagnes, pollué rivières et mers et qu'ils sont incapables de procurer un revenu décent aux quelques centaines de milliers d'actifs agricoles rescapés... mais eux seuls sont écoutés !

En ces temps incertains où la société commence juste à prendre conscience de la gravité des défis écologiques qui s'imposent à nous, ne serait-il pas urgent d'écouter tous les porteurs d'enjeux sur les questions d'agriculture, d'environnement et d'alimentation ? Où sont les regards croisés, annoncés abusivement en titre dans l'article sur l'évaluation AERES dans INRA magazine de décembre 2009 ? L'INRA s'est regardé dans son miroir !

**La seule question légitime autour de laquelle cette évaluation aurait dû se tenir était de se demander comment l'Institut pouvait évoluer pour répondre conjointement aux défis alimentaire et écologique du 21<sup>ème</sup> siècle. Au lieu de cela, on peut lire par exemple, tout un paragraphe, en page 16 du rapport, intitulé « coopération avec le secteur des industries liées à l'environnement » vantant les mérites de FUTUROL et des coopérations instituées dans le cadre de ce projet avec des partenaires aussi écologiquement prestigieux que Total !!! Peut-être manquait-il dans le titre le mot « destruction » avant environnement ? Il semble qu'aucun des évaluateurs n'ait entendu parler des impacts négatifs de la production des agrocarburants ! Il est vrai que l'avis du comité d'éthique de l'INRA et du CIRAD n'était pas encore public à l'automne 2009 !**

**Enfin, la recherche, surtout quand elle s'attaque à des systèmes complexes, réclame l'intégration de disciplines diverses, a besoin de coopération entre les acteurs et elle nécessite du temps.** Cela ne peut être une succession de projets au coup par coup menés par des personnels de plus en plus précaires dans des équipes précaires. Comment aiderons nous à sauver la planète dans des TGU en mode « projets » à 4 ans connues sous un n° et s'épuisant dans une compétition mondiale ? Au final... **POUR une contre évaluation de la recherche agronomique publique !**

## AUJOURD'HUI

### Hors des TGU, point de salut ?

Nous avons déjà connu la période de l'UMRisation à outrance, ... désormais la mode est à la Très Grande Unité, « TGU » : à l'échelon des Départements et Centres de recherches, l'objectif est, nous dit-on, d'atteindre ainsi la masse critique suffisante afin d'être visible, lisible et ... surtout de pouvoir survivre dans la compétition acharnée menée sur le front des contrats... Sinon c'est le spectre du manque de moyens, prémisses à l'orientation vers les soins palliatifs de la funeste note de service gérant la fin de vie des unités ! **SUD s'est interrogé au dernier Comité Technique Paritaire sur la capacité de gérer « humainement » de telles entités**, alors que des signaux indiquaient que des difficultés survenaient dans les unités de taille moyenne.



Surprise, **Le Directeur Scientifique a voulu nous rassurer en précisant que le modèle TGU n'était pas mis en avant à l'INRA**, et qu'il serait loin d'impliquer la majorité des agents. Pourtant, sur le terrain, les projets se multiplient...

Revivons-nous le scénario qui s'est déjà joué au moment de la baisse drastique des recrutements sur les fonctions d'exécution, alors qu'elles manquent pourtant cruellement dans les équipes. Pour la Direction, l'explication était simple : c'est parce qu'il n'y a plus de demandes émanant des Unités, concernant ces métiers ! Sur ce dossier, l'expérience a montré que le résultat s'explique plutôt par une approche diligentée d'en haut ! Trop facile de dire après coup qu'on n'y est pour rien... après avoir initié une priorité d'arbitrage en faveur des profils de postes de catégorie B, ou mieux A !

**Alors TGU à la vitesse TGV partout ou pas ? Pour qu'on la croie, la DG doit garantir un avenir serein aux unités de toute configuration !**

## L'INRA DE DEMAIN

### A propos du document d'orientation INRA 2010-2014

**Les 7 priorités scientifiques de l'INRA ont été en théorie débattues dans des groupes de réflexion et sur un site Web dédié.** Il n'est pas simple de comprendre et donc de s'approprier les documents stratégiques de la DG, hormis le constat que cela reste très consensuel. En bref, l'INRA s'investit de la mission de sauver le monde à lui (presque) tout seul ! L'ambition est tellement énorme et floue que l'institut risque de n'accoucher que d'une souris en 2014. Et puis surtout on ne vexe personne : par exemple, le réchauffement climatique et le défi de nourrir la planète sont en priorité des réflexions, mais en parallèle il est promis de développer les énergies « carbone renouvelable », qui sont orthogonales à ces deux premières priorités. Au final, les orientations parlent beaucoup d'« omique », d'études de cohortes, de modélisation...

**Notre perplexité est partagée par beaucoup de collègues et l'élu SUD a lu au CA de l'INRA du 1 avril 2010 une réflexion de la Confédération Paysanne dans laquelle nous nous retrouvons bien :**

*« Nous approuvons évidemment le fait qu'un organisme public de recherche organise une telle consultation et nous approuvons également les orientations systémiques mentionnés de nombreuses fois dans le document.*

*Par contre, nous sommes surpris par les difficultés de lecture et les aspects très théoriques que présente ce document, pourtant destiné à un large public d'acteurs.*

*Ainsi, hormis la 7e priorité scientifique plus concrète et proche des préoccupations des acteurs de terrain, l'essentiel du document est rédigé en des termes complexes, peu accessibles avec souvent l'emploi de concepts peu ou non définis. Cela rend sa lecture pénible, même pour des agriculteurs ayant un bon niveau scientifique et beaucoup de pratiques de terrain en agriculture durable.*

*Plus préoccupant, nous avons l'impression que c'est le modèle et non l'homme qui est au centre des préoccupations des équipes de chercheurs ayant rédigé les 6 premières priorités.*

*Ainsi, de la page 1 à la page 15 (le document soumis à consultation en comporte 17), il n'est pas une seule fois fait mention des agriculteurs et des acteurs ruraux ! Il n'est pas non plus fait mention des groupes d'agriculteurs (type CETA, CIVAM, GVA animés par des techniciens de chambres, groupe d'agriculteurs bio...) qui, depuis longtemps, élaborent des références en matière de développement durable. Ces références concrètes sont peut-être des données pouvant rentrer dans des modèles de chercheurs mais ce sont surtout des constructions humaines porteuses de dynamiques d'avenir, surtout si elles reçoivent des appuis de chercheurs !*

*Dans la même logique, votre document mentionne la « modélisation du pilotage des systèmes biologiques et écologiques » sans évoquer une seule fois les agriculteurs et les ruraux qui ont fait fonctionner et évoluer les systèmes de production et les systèmes agraires français. C'est d'autant plus surprenant que de nombreux chercheurs et ingénieurs INRA ont des partenariats avec les groupes d'agriculteurs mentionnés ci-dessus. Les priorités 1 à 6 ne concerneraient-elles principalement que les chercheurs passionnés de modèles et/ou de biotechnologies de laboratoire ?*

*Il nous semble qu'il faut inverser la démarche explicitée dans le § « Contexte et défis » de la priorité 6 : on modélise puis on gère, intègre et analyse les données et, en 3ème lieu seulement, on expérimente et on observe. Nous sommes convaincus que, dans bien des domaines agro-socio-économiques ou écologiques, c'est l'approche inverse qui doit être développée ! Les modèles pourront d'ailleurs difficilement intégrer toutes les variables et interactions des sciences du vivant et, dans un domaine à*



priori moins complexe, la physique, Pierre-Gilles de Gennes, prônait de partir de l'observation et de l'expérimentation.

*Nous rajoutons que de nombreux groupes d'agriculteurs sont prêts à travailler en partenariat avec vos chercheurs si cette seconde option est retenue. Dans le cas contraire (partir des modèles...), nous ne l'accepterons pas car nous ne sommes pas des « objets d'étude » comme on pourrait le déduire dans plusieurs § du document, dont la fin de la page 11 (les chercheurs « observent les jeux d'acteurs » mais il n'est pas précisé leurs liens ou pas avec ces acteurs).*

*Nous souhaitons débattre de ces points avec vous (peut-être priorité par priorité ?) et nous espérons qu'une autre conception du travail des chercheurs INRA est envisageable. Cela nous paraît une absolue nécessité pour affronter les défis à court et moyen terme du développement rural durable et atteindre les objectifs précis mentionnés par le gouvernement et la commission européenne en matière de gestion de l'eau (DCE 2015), de plan Ecophyto (2018), d'atteinte des objectifs retenus pour l'agriculture biologique (20% SAU en AB en 2020), etc. »*

### **Les craintes de SUD devant cette frénésie d'affichage se concrétisent avec le « Grand Emprunt » lancé par le gouvernement après la mission Juppé Rocard à l'automne 2009.**

En interne INRA, le calendrier précipité n'a laissé aucun espace pour la discussion sur les priorités, aucune diversité dans les voies d'avenir.

D'aucuns estiment que la conjoncture est relativement indifférente aux orientations de la recherche et qu'elle intervient uniquement pour déterminer le sens dans lequel les résultats seront exploités. Cette vision de la neutralité de la Science est inexacte. Mettre l'accent sur l'étude des biotechnologies blanches ou de l'agroécologie, sur l'étude des agrocarburants ou l'autonomie énergétique des fermes françaises, etc. suppose un choix dans la conception de l'agriculture et plus largement du monde dans lequel nous vivons qui, pour ne pas souvent être explicite, n'en existe pas moins. Le rôle de la recherche est de tenter de prévoir les questions qui lui seront posées quand il y aura urgence disait, en 1975, le directeur général de l'INRA Raymond Février.

**Or, en lieu et place d'une réflexion prospective nous avons une amplification de l'existant, dûe à l'effet d'aubaine autour du grand emprunt.** Pour les quelques collègues sollicités, le temps imparti à la rédaction a été inférieur à celui de n'importe quel appel d'offre basique. Et tout cela pour consacrer l'adoration des 2 veaux d'or de la science de 2010 que sont la génomique et la modélisation. Enfin, rappelons que ce grand emprunt, il nous faudra le rembourser, il nous engage ainsi que la génération suivante – à ce propos, pour financer les intérêts du grand emprunt le gouvernement vient d'annuler 600 millions d'euros de crédit des ministères, hors réserves de précaution.

### **ET POUR NOUS, DEMAIN encore plus QU'AUJOURD'HUI :**

#### **La pression sur les collectifs de travail et sur chaque agent**

**Réorganisation permanente des structures + explosion de la précarité de l'emploi + mise en compétition des agents (PESté et autres primes...) = toujours plus de stress au travail**

Ces nouvelles modalités d'organisation du travail de recherche sont aujourd'hui copiées du secteur privé, alors même que leurs conséquences désastreuses dans de multiples secteurs professionnels sont dénoncées publiquement...

**La Direction de l'INRA indique en avoir (enfin) pris conscience... mais elle se contente d'annoncer un plan de sensibilisation des « acteurs » hiérarchiques aux risques psychosociaux, au risque de les culpabiliser ... alors que la prévention exige de s'en prendre aux causes de cette dégradation des conditions de travail de tous.**

